

Séance 1 – 9h30

Les changements structurels au Mexique : la croissance économique, l'ouverture commerciale, l'Accord de libre-échange nord-américain et l'environnement

M. Gustavo Alanís Ortega, Centro Mexicano de Derecho Ambiental

Se fondant sur les travaux de Simon Kuznets, lesquels ont démontré l'existence d'une relation en « U inversé » entre le niveau de revenu et l'inégalité dans la répartition de ce revenu, divers chercheurs ont fait état d'une relation similaire entre le niveau de revenu par habitant et la performance environnementale. Cela signifie que lorsque le niveau de revenu est faible, son augmentation est accompagnée d'un affaiblissement de la performance environnementale. Il faut toutefois noter qu'à partir d'un certain seuil de revenu, la croissance économique est accompagnée d'une amélioration de la performance environnementale. Ce phénomène, qui porte le nom de « Courbe environnementale de Kuznets » (CEK), peut résulter de divers facteurs, notamment des changements structurels dans la production nationale, que l'on tient pour établis à mesure que le revenu augmente.

L'ouverture du Mexique au commerce international et son adhésion à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) ont eu à la fois des effets sur le revenu national par habitant et sur la structure de production du pays. D'une part, l'ouverture commerciale a eu peu d'effets sur l'évolution de la contribution relative du secteur industriel et du secteur des services à l'économie, bien que ces effets aient pu s'accroître depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA. D'autre part, la croissance du produit intérieur brut national et de celui par habitant s'est avérée modeste dans le premier cas, et assez maigre dans le deuxième, même si ce produit a été moins fluctuant et volatil que par le passé.

Les répercussions environnementales de ces phénomènes peuvent s'expliquer en fonction de la CEK. Mais il faut quand même dire que les preuves ne sont pas encore concluantes.

Séance 1 – 9h50

La pollution et le commerce international des services

M. Arik Levinson, département d'économie, Georgetown University

Les récentes séries de négociations liées au commerce international ont porté sur deux sujets à la fois importants et indépendants l'un de l'autre, à savoir les préoccupations environnementales et le commerce des services. Le secteur des services n'est responsable que d'une petite partie de la pollution dans son ensemble; par ailleurs, les industries les plus polluantes de ce secteur ne sont pas présentes sur les marchés internationaux. Nous avons utilisé des données relatives au commerce des services fournies par l'*US Bureau of Economic Analysis* (Bureau d'analyse économique des États-Unis), ainsi que des données sur l'intensité de la pollution attribuable à diverses industries, provenant de l'*US Environmental Protection Agency* (Agence de protection environnementale des États-Unis) pour démontrer la corrélation négative entre le commerce des services et l'intensité de la pollution.

Séance 2A – 11h10

La libéralisation du secteur des services financiers dans le cadre de l'ALÉNA et ses effets sur la performance environnementale du secteur de l'agriculture au Mexique

Département du développement durable du Secrétariat de l'Organisation des États américains (OEA), avec la contribution de M^{mes} Claudia S. de Windt, Isis Marquez et Xiaohang Liu, et MM. Rodrigo Martínez et Oscar Ceville.

À la suite de la crise du peso, en 1994–1995, et des besoins en capitaux du Mexique, le gouvernement de ce pays a accéléré le processus de libéralisation financière prévu dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain, renforçant ainsi l'appartenance étrangère des banques. Ces changements ainsi que la législation qui en a découlé ont eu des répercussions notables sur le marché du crédit au Mexique. Dans l'ensemble, les recherches ont montré que les grandes banques ont tendance à prêter aux grandes entreprises ainsi qu'aux grandes exploitations agricoles, car la structure de gestion de ces banques fait en sorte qu'il est coûteux et non rentable pour elles d'évaluer de petites entreprises et exploitations agricoles qui ont besoin de crédit.

Une étude menée par le Département du développement durable de l'Organisation des États américains (OEA), en collaboration avec des banques étrangères installées au Mexique, a révélé des préférences de la part de ces dernières pour les exploitations agricoles efficaces et de grande envergure ainsi que pour des cultures telles que celles du maïs et des haricots dans le nord du Mexique. Les pressions exercées sur l'environnement dans cette région, notamment la perte de terres arables, la diminution de la fertilité du sol, la salinisation, les résidus agrochimiques, ainsi que la contamination de l'eau souterraine et sa rareté, pourraient être accentuées par les critères de crédit des banques privées qui se préoccupent davantage de l'efficacité que de la durabilité en partant de l'hypothèse que cette approche est plus rentable et comporte moins de risques. Même si les institutions financières ne l'ont pas déclaré officiellement, il est évident que pour faire preuve d'efficacité, ces producteurs agricoles doivent ignorer les avantages qu'ils peuvent procurer à l'environnement, en faisant notamment une utilisation accrue de pesticides et d'engrais.

Bien que ce domaine nécessite de plus amples recherches pour assurer la durabilité de l'environnement, il faut relever les défis susmentionnés en recourant à une approche intégrée qui doit donner lieu à des discussions aux échelons national et régional, qui doit prendre en compte le rôle des différents intervenants et qui doit combler les lacunes d'accès au crédit que connaissent les petites exploitations agricoles par rapport à celles de grande envergure. Certaines recommandations préconisent un changement dans la production et une réaffectation des ressources vers des cultures qui offrent des avantages comparables, mais dans une optique de durabilité, ainsi que l'instauration d'une certaine forme de crédit à des conditions faciles pour les agriculteurs qui veulent participer à un programme d'homologation de produits biologiques. Si cette solution contribue à protéger l'environnement, elle pourrait aussi avantager les institutions financières en améliorant leur image.

Séance 2B – 11h10

L'ALÉNA, le tourisme et l'environnement au Mexique

M^{me} Luz Aída Martínez Meléndez, département d'économie des ressources naturelles et de l'environnement
University of Vermont

L'étude a pour but de déterminer les effets de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) sur le secteur touristique et l'impact de ce secteur sur l'environnement au Mexique. Étant donné qu'aucun chapitre de l'ALÉNA ne porte précisément sur le tourisme, nous avons évalué le lien entre ce secteur et le Chapitre 11 de l'Accord. Nous avons constaté que des demandes de règlement de différends ont été soumises par des investisseurs américains en rapport avec des projets touristiques au Mexique. Nous avons également fait une analyse quantitative des investissements étrangers directs effectués par le Canada et les États-Unis. L'étude permet de conclure que l'ALÉNA offre une plus grande certitude aux investisseurs, mais qu'il ne constitue pas le principal moteur des investissements; en effet, le secteur touristique du Mexique a été déréglementé bien avant l'entrée en vigueur de l'Accord. Nous avons fait une analyse quantitative du flux touristique en provenance des États-Unis et du Canada, et avons constaté que le Mexique était déjà une destination de choix avant la signature de l'Accord. D'autres variables ont davantage influé sur le tourisme au Mexique, par exemple, la dévaluation de la devise mexicaine, les catastrophes naturelles et les questions de sécurité internationale.

Cette analyse des liens entre l'ALÉNA, le secteur touristique et l'environnement au Mexique reconnaît l'importance des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain dans le domaine de l'environnement (ANACDE), qui favorisent la participation du public et l'examen de communications de citoyens relatives à des omissions d'assurer l'application de la législation environnementale dans les pays signataires de l'ALÉNA. Nous avons également fait une analyse qualitative de la législation environnementale en rapport avec divers sujets, dont le tourisme, et avons constaté que certaines communications de citoyens présentées à la CCE portaient sur des développements touristiques au Mexique. L'étude reconnaît l'importance de l'organisation sociale du Mexique lorsqu'il s'agit de dénoncer des omissions d'assurer l'application de la loi, et elle démontre qu'il est difficile de quantifier les effets de ces omissions, étant donné que les rapports officiels ne font état que des cas où la législation environnementale a été appliquée efficacement. Comme les indicateurs économiques utilisés n'incluent pas les effets des activités touristiques, nous établissons une comparaison économie-environnement dans une des destinations touristiques de choix des visiteurs étrangers; l'endroit en question a été désigné comme site prioritaire pour le développement touristique et la conservation de l'environnement au Mexique. Au terme de l'exercice, nous avons conclu que l'impact environnemental le plus important, à savoir les rejets de CO₂ dans l'air par le secteur des transports, se répercute partout dans le monde; viennent ensuite les répercussions de la consommation d'eau sur la population locale et la production de déchets et la consommation d'électricité, dans cet ordre.

Séance 2B – 11h30

Le tourisme, le commerce et l'environnement : le tourisme et le développement côtier dans la partie mexicaine du récif méso-américain

M^{me} Vanessa Pérez Cirera, WWF–Mexique, **M^{me} Gina DeFerrari**, WWF–États-Unis

Le rapport présente une analyse des liens entre le commerce, le développement touristique et l'environnement, à partir du cas de la partie mexicaine du récif méso-américain. Nous avons utilisé la méthode d'évaluation des effets environnementaux du commerce définie par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Partout dans le monde, l'aménagement des côtes à des fins touristiques constitue une menace à la conservation marine, mais rien n'indique que le commerce (évalué en fonction des investissements étrangers directs liés au tourisme) associé à l'ALÉNA ou à d'autres accords commerciaux signés par le Mexique a modifié la tendance historique du développement touristique (évaluée en fonction de l'augmentation continue du nombre de chambres d'hôtel qui ne sont pas visées par une réglementation environnementale stricte). Par ailleurs, rien n'indique qu'une forte augmentation des activités de développement touristique a mené à une application plus stricte des règlements ou à l'adoption de nouveaux règlements. Par contre, certains règlements visant à préserver l'intégrité des paysages (comme les plans d'occupation des sols) et des écosystèmes (comme les mesures de protection spéciale des mangroves) établissent des contradictions entre le développement touristique et la gestion environnementale.

Séance 3A – 13h45

Les services de transport, la qualité de l'air et le commerce

M^{me} Linda Fernandez, département des sciences de l'environnement, University of California, Riverside

Les services de transport sont un moteur pour l'économie des trois Parties à l'ALÉNA. Toutefois, les bouchons de circulation et les retards aux frontières entre les trois pays ont deux conséquences néfastes : la dégradation de la qualité de l'air et le ralentissement du flux des échanges commerciaux. Dans le cadre de cette étude, nous utilisons une analyse économétrique et des données recueillies par un panel pour déterminer si, dans le contexte de l'ALÉNA, les services de transport ont entraîné une augmentation de la pollution aux points d'entrée frontaliers et si les politiques adoptées en vertu de l'ALÉNA ont permis de réduire les retards et la pollution de l'air aux frontières.

Les données utilisées consistent en des variables sur les polluants atmosphériques, la fréquence et l'ampleur des flux de transport (y compris les camions commerciaux et les véhicules de promenade) aux points d'entrée le long de la frontière Canada-États-Unis et de la frontière Mexique-États-Unis.

Séance 3A – 14h15

Les effets environnementaux de la libéralisation du commerce des services de transport nord-américains : le cas du secteur du camionnage

M^{me} Linda Fernandez, département des sciences de l'environnement, University of California, Riverside

Le document fournit une analyse des répercussions environnementales de la libéralisation du secteur du camionnage transfrontalier en Amérique du Nord. L'analyse a été effectuée à partir de données économétriques et de données recueillies par un panel qui couvrent la période d'application de l'ALÉNA (de 1994 à aujourd'hui), de même que de données recueillies aux points d'entrée aux frontières Canada-États-Unis et Mexique-États-Unis. Nous décrivons les liens entre le camionnage, la qualité de l'air et le commerce aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Nous expliquons par la suite la méthode économétrique et les données qui ont servi à évaluer les effets de l'industrie des transports sur la circulation et le flux des échanges commerciaux, de même que les impacts de cette industrie sur la qualité de l'air dans les régions frontalières de l'Amérique du Nord.

Dans la dernière partie de l'étude, nous évaluons l'efficacité des politiques visant à réduire les effets néfastes du camionnage sur la qualité de l'air. De nombreux projets de politiques d'amélioration des processus aux points d'entrée sont actuellement examinés par les Parties à l'ALÉNA et on s'intéresse surtout aux particularités des points d'entrée entre le Canada et les États-Unis et entre le Mexique et les États-Unis.

Séance 3B – 13h45

L'évolution du secteur des services environnementaux au Mexique de 1995 à 2005

M. Grant Ferrier, président, Environmental Business International, Inc.

M. George Stubbs et M^{me} Fiona O'Donnell-Lawson, collaborateurs

L'entrée en vigueur devait stimuler une forte croissance des marchés des produits et services environnementaux au Mexique, de même que l'expansion rapide du secteur environnemental dans ce pays. Bien qu'on ne puisse établir de lien précis entre les activités commerciales des entreprises qui proposent des solutions aux problèmes environnementaux et la qualité de l'environnement, ces activités constituent un indicateur utile de ce que font les secteurs privé et public à cet égard et de l'impact de diverses politiques sur les dépenses dans le domaine de l'environnement. Le rapport quantifie la croissance et l'évolution du marché de l'environnement au Mexique depuis 1995 et détermine l'incidence des importations et de l'industrie environnementale du Mexique.

Depuis 1995, le marché des services environnementaux a connu une croissance annuelle de 5 à 10 %, mais les entreprises du secteur de l'environnement estiment que l'ALÉNA a très peu influé sur cette croissance. Selon ces entreprises, la demande pourrait être beaucoup plus forte si les lois étaient appliquées plus efficacement; en outre, le marché mexicain n'évolue pas aussi rapidement que celui d'autres pays. L'activité et la coopération se sont considérablement accrues sur le marché mexicain de l'environnement, mais les importations ont augmenté à un rythme plus rapide.

De manière générale, toutes proportions gardées, la pollution n'a pas augmenté au Mexique depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, comme de nombreuses personnes le craignaient. Par contre, l'Accord donne lieu à un resserrement graduel des normes de performance environnementale, compte tenu de l'implantation de multinationales qui appliquent leurs propres directives. Il faut maintenant s'assurer que ces normes sont adoptées par la majorité et travailler avec les autorités mexicaines pour qu'elles appliquent des normes similaires à leur infrastructure environnementale.

Séance 3B – 14h05

Les effets de la libéralisation des échanges sur les services de collecte, de recyclage et d'élimination finale des déchets urbains solides : le cas de la région frontalière du Nord du Mexique

M^{me} Claudia María Martínez Peralta, Comisión de Ecología y Desarrollo Sustentable, État de Sonora

Le Mexique, et plus particulièrement la région située à la frontière nord, est aux prises avec d'importants problèmes associés à l'urbanisation rapide. La mise en place de services de collecte, de recyclage et d'élimination finale des déchets solides constitue un des problèmes les plus complexes et les plus difficiles à gérer. L'étude porte sur dix villes de la région qui produisent près de 10 % de tous les déchets du Mexique. En 2005, les villes de Tijuana et de Ciudad Juárez ont produit à elles seules près de 56 % des déchets urbains solides de la région. La production par habitant varie selon les localités : elle est de 0,74 kg/jour à Anáhuac, une localité qui compte moins de 20 000 habitants, et de 1,91 kg/jour à Mexicali. On estime que les matières recyclables comme le plastique, le verre et le métal représentent 40 % du volume des déchets. Enfin, même s'il existe, dans ces villes, des règlements sur la gestion des services d'hygiène publique, ceux-ci ne sont pas efficaces parce qu'ils sont rarement appliqués. Cette situation s'explique par le manque de capacités techniques et les connaissances inadéquates du personnel responsable du service.

Séance 3B – 14h25

L'amélioration, entre 1995 et 2005, des services environnementaux fournis aux collectivités situées le long de la frontière nord du Mexique

MM. Tomás Balarezo et **Alberto Ramírez**, Border Environment Cooperation Commission

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) a favorisé des changements structurels dans toute la région frontalière entre le Mexique et les États-Unis, et cette transformation a fait en sorte que les villes frontalières, plus particulièrement celles du Mexique, sont devenues des tremplins de la compétition mondiale en matière de commerce. Depuis 1994, année où l'ALÉNA est entrée en vigueur, l'économie mexicaine a connu un rendement dynamique dans son ensemble, notamment dans le secteur de la construction résidentielle. Lorsque ce secteur est fort et bien structuré, cela dénote un bon degré d'activité économique et le fait que la fourniture des principaux services urbains suscite de la satisfaction au sein de la société, notamment la collecte de déchets, l'approvisionnement en eau potable, les égouts et le traitement des eaux usées.

Le point faible dans ce processus réside dans le fait que l'infrastructure environnementale requise à la frontière n'a pu être établie en raison de la croissance accélérée de l'économie et de la démographie. Au début de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, la demande en services urbains associée à l'environnement dépassait de loin l'infrastructure disponible à ce moment là. Ce problème était particulièrement aigu dans les 14 villes jumelles frontalières qui abritent près de 30 pour cent de la population totale du nord du Mexique.

La croissance démographique ainsi que l'implantation de zones franches industrielles (dénommées *maquiladoras*) ont exercé des pressions sur les ressources naturelles de la région, notamment l'eau qui est déjà limitée dans les zones désertiques. Les problèmes de pollution atmosphérique associés au grand nombre de véhicules ont également augmenté, tout comme les émissions de gaz à effet de serre. Quant aux problèmes que suscite la gestion des déchets, y compris les déchets dangereux et les pneus usagés, ils ont dépassé les capacités des autorités. La *Border Environment Cooperation Commission* (Commission de coopération environnementale aux frontières) et la *North American Development Bank* (Banque nord-américaine de développement), qui participent activement au programme environnemental américano-mexicain Border 2012, ont élaboré et financé des projets d'infrastructures environnementales visant l'aménagement de réseaux d'eau potable et d'égouts et la gestion municipale des déchets. Des projets d'asphaltage sont également en cours sur les routes pour réduire les émissions de particules, sans compter la prolongation des programmes de conservation de l'eau dans les zones agricoles et l'exécution, plus récente, de projets de production d'électricité à partir de sources de remplacement telles que le biogaz, le vent et la minihydraulique.

Malgré ces programmes, de nouveaux défis continuent de se présenter et il reste beaucoup à faire pour jeter les bases d'un développement durable.